

Les crédits

Au Canada, le complexe militaro-industriel n'a jamais été particulièrement important. Nous achetons à l'étranger la majeure partie de notre matériel militaire perfectionné. Beaucoup de députés et beaucoup de téléspectateurs savent que l'un des jours les plus sombres de l'histoire du Canada, du moins à mon avis, a été l'annulation de l'Avro Arrow, car cela a anéanti l'industrie aérospatiale de pointe au Canada. Depuis ce jour, nous maintenons l'aérospatiale sous perfusion dans diverses régions du Canada qui en ont peut-être besoin, peut-être pas, et qui bénéficient peut-être des fonds fédéraux en raison du jeu des allégeances politiques ou en raison du pouvoir des élus ou du pouvoir des électeurs.

À mon avis, le Canada n'a plus les moyens de choisir artificiellement les gagnants et les perdants. Si le monde a changé et si la politique de défense du Canada a changé à tel point que les industries de défense dans une région précise du Canada, que ce soit l'Ontario ou le Québec, ne peuvent plus survivre, qu'il en soit ainsi.

C'est à ces industries qu'il appartient de se convertir ou de trouver de nouvelles façons d'utiliser leurs capitaux, leurs travailleurs et leurs installations. Si elles ne le font pas, elles ont le droit de faire faillite comme tout le monde. S'il ne s'agissait pas de l'industrie de défense, mais de l'industrie du vêtement à Winnipeg, aurions-nous aujourd'hui à la Chambre un débat visant à condamner le gouvernement parce qu'il ne soutient pas les travailleurs du vêtement de Winnipeg? Je ne le crois pas.

Je veux remercier l'Association canadienne de préparation à la défense de l'aide qu'elle m'a apportée en rédigeant le document dont je me sers ici. Il est intéressant de constater que l'industrie de la défense au Canada, comme la plupart des autres industries, est concentrée en Ontario et au Québec. Par exemple, la région de l'ouest du Canada et celle de l'Atlantique représentent chacune environ 15 p. 100 de l'industrie de la défense, alors que l'Ontario et le Québec englobent 70 p. 100 de cette industrie, soit 40 p. 100 dans le cas de l'Ontario et 30 p. 100 dans le cas du Québec.

En général, l'industrie de la défense est une industrie de haute technologie largement axée sur la recherche et le développement, et c'est exactement le genre d'industrie que nous voulons dans notre pays. Cependant, la survie d'une industrie de haute technologie axée sur la recherche et le développement dépend des gens qui en font partie. C'est une industrie qui évolue très vite. Ce qui est nouveau et unique aujourd'hui pourrait déjà être dépassé demain.

Ce n'est pas au gouvernement de décider où une industrie de haute technologie ira s'implanter. C'est le marché qui doit prendre cette décision. C'est lui qui doit déterminer qui seront les gagnants et qui seront les perdants, particulièrement dans le secteur de la haute technologie.

Il est également intéressant de constater que, selon ce document, 70 p. 100 de la production de ce qu'on appelle l'industrie de la défense au Canada est destinée au marché civil. Par ailleurs, 70 p. 100 des entreprises militaires au Canada répondent à 70 p. 100 des besoins en approvisionnement du ministère de la Défense nationale. Eh bien, cela me dit que nos entreprises militaires

sont déjà considérablement diversifiées. Elles ne dépendent pas entièrement de la fabrication d'un seul produit, comme un avion, comme c'est le cas à bien des endroits aux États-Unis. Par exemple, au Canada, nous n'avons vu rien de semblable à la décimation de l'industrie aéronautique dans la région de San Diego, industrie qui dépend largement des contrats militaires pour la recherche et le développement et pour la fabrication. Le budget de la défense aux États-Unis est absolument énorme comparativement au nôtre.

● (1345)

Nous n'avons pas la même masse critique dans notre industrie de la défense qui, bien que concentrée surtout en Ontario et au Québec, est quand même assez bien répartie entre les deux provinces et qui, d'après ce document, ne dépend pas totalement de la production militaire pour sa survie. Il me semble que ce soit là une bonne façon de gérer une industrie.

Il y a certains secteurs où, par le passé, nous avons décidé en tant que pays que nous allions payer ce qu'il fallait pour maintenir notre propre industrie. Ce fut notamment le cas pour la fabrication des munitions. Je crois qu'il existe à Toronto une fabrique de munitions. Nous aurions pu nous approvisionner à l'étranger, mais nous préférons le faire ici au Canada.

Je me demande d'ailleurs si le libre-échange et les engagements que nous avons pris dans le cadre du GATT, et plus particulièrement dans le cadre de l'ALENA, permettent ce genre de protectionnisme.

Je ferai également remarquer à mes honorables collègues que l'une des choses qui enragent tout simplement les habitants des autres régions du Canada qui ne bénéficient pas directement de l'économie industrielle du centre du pays, formé par l'Ontario et le Québec, c'est de voir qu'il semble toujours nécessaire de protéger la base manufacturière du Canada central. Au moment où je vous parle, nous voyons dans notre pays cette situation absurde où il nous faut négocier pour abattre les obstacles au commerce interprovincial.

Nous voyons onze gouvernements à la table qui tentent de négocier l'élimination de ces obstacles insensés. Imaginez-vous, il y a plus de monde à la table pour négocier la suppression des obstacles aux échanges à l'intérieur du Canada qu'il n'y en avait pour négocier la suppression des obstacles aux échanges entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Il n'y avait que trois parties à cette table des négociations alors que nous en avons onze au Canada.

Nous discutons d'une motion pour savoir si l'on devrait faire appel à notre gouvernement, c'est-à-dire nos contribuables qui gagnent 10 \$ l'heure dont ils paient 2 \$ ou 3 \$ en impôts, si donc on devrait faire appel au gouvernement fédéral pour qu'il décide qui seront les gagnants et qui seront les perdants en subventionnant une industrie dont nous n'avons aucunement besoin.

Il nous faut donc abattre ces obstacles aux échanges à l'intérieur du Canada pour que nous puissions y être compétitifs. Si nous ne pouvons pas être compétitifs à l'intérieur de nos frontières, comment pouvons-nous prétendre l'être à l'échelle mondiale?